

LE JOUR, 1947
6 Mai 1947

LE DILEMME FRANÇAIS

Dans les difficultés où se trouve la France, si le Parti communiste faisait en ce moment la politique du pire les choses ne se passeraient pas autrement.

Votant contre le Gouvernement quoique participant au Gouvernement, les Communistes se sont mis automatiquement hors du Gouvernement.

Qu'est-ce en effet un Gouvernement où il n'y a pas de solidarité ministérielle, où l'on tire à hue et à dia, où l'on se contredit sur l'essentiel ?

M. Ramadier après avoir obtenu dimanche la confiance de l'Assemblée, où 360 députés ont voté pour lui et les Communistes seulement contre lui, a constaté la rupture dans un communiqué où il a annoncé que les ministres communistes, par leur attitude même, s'étaient séparés du Gouvernement. Comme solution provisoire, en attendant que la situation s'éclaircisse à l'intérieur du Parti socialiste, il a remplacé les ministres communistes par d'autres membres du Cabinet. Ainsi, par exemple, M. Yvon Delbos est devenu ministre de la Défense nationale, mais quelle sera la solution définitive ?

Le dilemme français reste malheureusement ce qu'il fut : un Gouvernement miné par le dedans ou la guerre entre les partis.

La formule bâtarde de l'union dans l'impuissance, vient d'aboutir à la rupture. Qu'est-ce que la guerre entre les partis donnera ? Qu'est-ce qui résultera du conflit si les Socialistes qui sont le pivot de la situation cessent d'être le trait d'union ?

Et si M. Ramadier venait à quitter le pouvoir, qui est-ce qui le prendrait ? Tel est le problème français à cette heure, avec ce qu'il y a de vraiment dramatique. L'émiettement des forces politiques, l'intransigeance des doctrines, accumulées à leur état pur après toutes les concessions possibles, devaient conduire à cette impasse.

Il faut espérer que M. Ramadier restera le Chef du Gouvernement et qu'il gouvernera, faute de mieux, avec les éléments qui ont voté pour lui ; mais il faut espérer aussi que les Communistes ne feront pas à tout Gouvernement qui gouvernera sans eux, la vie trop dure. Il disposent de moyens de contrainte extra-légaux assurément très dangereux. Voudront-ils en user contre les intérêts supérieurs et l'avenir de la France ?